

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2003 — 3346

[C — 2003/11251]

4 AVRIL 2003. — Arrêté royal portant exécution de certaines dispositions de la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable, notamment l'article 3 et 4;

Vu l'avis du Comité pour une production socialement responsable, donné le 8 octobre 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 octobre 2002;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 5 novembre 2002;

Vu la délibération du Conseil des ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant par un mois;

Vu l'avis 34.409/1 du Conseil d'Etat, donné le 23 janvier 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° la loi : la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable;

2° le label : le label pour la production socialement responsable visé à l'article 2, 1° de la loi, qui est apposé sur les produits des entreprises et certifie que toutes les étapes du processus de production répondent aux critères de conformité;

3° le comité : Le comité pour une production socialement responsable institué par l'article 7 § 1^{er} de la loi;

4° entreprise : les, entreprises et les établissements, les succursales et centres d'activités de personnes physiques belges ou étrangères ou d'entreprises de droit belge ou étranger, visé à l'article 2, 3°, de la loi, qui mettent des produits sur le marché belge;

5° entreprise d'audit social : organisme de contrôle comme visé par l'article 4 de la loi.

6° l'entreprise productrice : l'entreprise qui élabore un produit prêt à la consommation.

7° organisation locale : des Organisations Non Gouvernementales et des organisations représentatives des travailleurs et des employeurs présents dans le pays producteur.

8° produits : les biens et services y compris les substances, préparations, biocides et emballages, visés à l'article 2, 4° de la loi.

9° l'avis : l'avis contraignant du Comité visé à l'article 3 de la loi;

10° le rapport : le rapport de l'entreprise d'audit social sur la chaîne de production de l'entreprise qui demande le label.

11° le pictogramme : le symbole graphique qui représente le label.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2003 — 3346

[C — 2003/11251]

4 APRIL 2003. — Koninklijk besluit tot uitvoering van sommige bepalingen van de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie, inzonderheid op artikelen 3 en 4;

Gelet op het comité voor een sociaal verantwoorde productie, gegeven op 8 oktober 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 oktober 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 5 november 2002;

Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies 34.409/1 van de Raad van State, gegeven op 23 januari 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit betreft wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van de sociaal verantwoorde productie;

2° het label : het in artikel 2, 1°, van de wet bedoelde label voor sociaal verantwoorde productie dat wordt aangebracht op de producten van ondernemingen en dat waarborgt dat elke stap in het productieproces heeft plaatsgevonden in overeenstemming met de toetsingscriteria;

3° het comité : het comité voor een sociaal verantwoorde productie, ingesteld door artikel 7, § 1 van de wet;

4° onderneming : de in artikel 2, 3°, van de wet bedoelde ondernemingen en vestigingen, bijkantoren en centra van werkzaamheden van Belgische of buitenlandse natuurlijke personen of van ondernemingen naar Belgisch of buitenlands recht, die producten op de Belgische markt brengen;

5° bedrijf voor sociale audit : controle-instelling zoals bedoeld in artikel 4 van de wet.

6° producerende onderneming : de onderneming die een product maakt dat klaar is voor consumptie

7° lokale organisatie : de Niet-Gouvernementele - Organisaties en representatieve organisaties van de in het producerend land aanwezige werknemers en werkgevers.

8° producten : de in artikel 2, 4°, van de wet bedoelde goederen en de diensten, met inbegrip van stoffen, preparaten, biociden en verpakkingen.

9° het advies : het bindend advies van het Comité bedoeld in artikel 3 van de wet;

10° het verslag : het verslag van het bedrijf voor sociale audit over de productieketen van de onderneming die het label aanvraagt.

11° het pictogram : het grafisch symbool dat het label weergeeft.

Art. 2. Les critères sur la base desquels le label, visé à l'article 2, 1°, de la loi, est octroyé comprennent le respect par le demandeur des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail telles qu'elles sont énumérées à l'article 3, § 2, de la loi.

Art. 3. § 1^{er}. Pour obtenir l'accréditation pour effectuer les contrôles visés à l'article 4 de la loi, l'entreprise d'audit social pour le contrôle sur les lieux de production doit apporter la preuve qu'elle est indépendante et impartiale et possède les compétences nécessaires pour évaluer le respect des exigences de cahiers des charges et du contrôle.

§ 2. La preuve visée au § 1^{er} est fournie par un certificat d'accréditation délivré par le système d'accréditation belge ou par une attestation émise par un organisme agréé par le ministre selon les modalités prévues à l'article 4, § 2, de la loi.

Art. 4. § 1^{er}. Les demandes d'octroi du label visées au § 2 sont introduites par l'entreprise concernée; toutefois, lorsque l'entreprise demanderesse n'agit que comme distributrice du produit, les demandes doivent être signées pour accord par l'entreprise productrice.

§ 2. La procédure de demande d'octroi du label se compose de deux étapes :

1° l'entreprise adresse au ministre et au Comité une demande préliminaire d'octroi du label pour un ou plusieurs produits. La demande préliminaire est étayée d'un dossier décrivant le processus et le lieu de production et de distribution, les fournisseurs ainsi que la chaîne éventuelle des sous-contractants.

Le Comité adresse à l'entreprise demanderesse les éléments utiles pour le début des opérations de contrôle.

Cette demande ne constitue nullement un engagement pour l'entreprise.

2° après avoir pris connaissance des mesures requises en vertu du 1°, l'entreprise adresse au ministre et au Comité une demande formelle d'octroi du label, étayée par un dossier complémentaire dont la composition est fixée par le ministre, sur avis du comité.

L'entreprise peut à tout moment retirer sa demande d'octroi ou d'utilisation du label par lettre recommandée adressée au ministre.

L'entreprise informe les travailleurs et leurs représentants de la demande d'octroi du label. Le document mentionne le nom de l'entreprise, le siège de celle-ci ainsi que les noms, prénoms des signataires de la demande et le nom de l'entreprise d'audit social.

Art. 5. § 1^{er}. Le contrôle concerne l'entièreté de la filière de production, en ce compris les sous-traitants ainsi que les intrants. Le programme de contrôle est déterminé par le ministre sur avis du Comité.

Les aspects faisant l'objet du contrôle interne et ceux faisant l'objet d'une vérification externe sont spécifiés dans le cahier des charges, qui détermine les éléments de contrôle.

Ce cahier des charges, qui détermine les éléments de contrôle, impose au moins que :

Le contrôle soit effectué par une entreprise d'audit social qui n'effectue pas d'autres types de mission pour l'entreprise demanderesse du label;

Sauf dérogation, l'entreprise d'audit social utilise, notamment, les services d'auditeurs locaux;

Sauf dérogation, des organisations locales sont impliquées par l'entreprise d'audit social dans le processus de contrôle;

Le rapport de l'entreprise d'audit social justifie du respect des critères de l'article 2, § 1^{er}, et contient un document attestant de la participation et l'engagement éventuels des organisations locales.

Les membres du Comité sont tenus au secret professionnel et ne peuvent donc pas communiquer les informations collectées.

Les frais du contrôle sont à charge de l'entreprise.

Art. 2. De criteria op basis waarvan het label, bedoeld in artikel 2, 1° van de wet, wordt toegekend, behelzen de naleving door de aanvrager van de acht basisovereenkomsten van de Internationale Arbeidsorganisatie, zoals opgesomd in artikel 3, § 2, van de wet.

Art. 3. § 1. Teneinde de accreditering te bekomen om de controles bedoeld in artikel 4 van de wet uit te voeren, moet het bedrijf voor sociale audit, wat de controle op de plaats van de productie betreft, het bewijs leveren dat het onafhankelijk en onpartijdig is en dat het over de nodige bevoegdheden beschikt om te evalueren of de vereisten van het lastenboek en de controle gerespecteerd worden.

§ 2. Het in § 1 bedoelde bewijs wordt geleverd door een accreditatiecertificaat, afgegeven door het Belgische accreditatiesysteem of door een attest, afgeleverd door een instelling erkend door de minister volgens de nadere regels bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet.

Art. 4. § 1. De aanvragen tot toekenning van het label, zoals bedoeld in § 2 worden door de betrokken onderneming ingevoerd; op het moment echter dat de aanvragende onderneming slechts als opdeler van het product handelt, moeten de aanvragen door de producerende onderneming voor akkoord ondertekend worden.

§ 2. De procedure van een aanvraag tot toekenning van het label bestaat uit twee stappen :

1° de onderneming richt tot de minister en tot de Comité een voorafgaande aanvraag tot toekenning van het label voor één of meerdere producten. De voorafgaande aanvraag is gebaseerd op een dossier dat het proces en de plaats van productie en distributie, de leveranciers, alsook de eventuele keten van medecontractanten beschrijft.

Het Comité bezorgt de aanvragende onderneming de elementen die nuttig zijn om de controleoperaties aan te vangen.

Deze aanvraag vormt voor de onderneming helemaal geen engagement.

2° na kennis genomen te hebben van de maatregelen die krachtens 1° vereist zijn, richt de onderneming tot de minister en tot de Comité een formele aanvraag tot toekenning van het label, aanvraag die gebaseerd is op een aanvullend dossier, waarvan de samenstelling, op advies van het comité, door de minister is vastgesteld.

De onderneming mag op ieder ogenblik haar aanvraag tot toekenning of tot het gebruik van het label per aangetekend schrijven aan de minister intrekken.

De onderneming brengt de werknemers en hun vertegenwoordigers op de hoogte van de aanvraag tot toekenning van het label. Het document vermeldt de naam van de onderneming, haar zetel alsook de namen en voornamen van de ondertekenaars van de aanvraag en de naam van het bedrijf voor sociale audit.

Art. 5. § 1. De controle betreft het geheel van de productieketen, daarbij inbegrepen de onderaannemers alsook de toeleveranciers. Het controleprogramma wordt door de minister opgelegd, op advies van het Comité.

De aspecten die het voorwerp van interne controle uitmaken en deze die het voorwerp uitmaken van een externe verificatie, worden gespecificeerd in het lastenboek dat de elementen van controle bepaalt.

Dit lastenboek dat de elementen van controle bepaalt, schrijft op zijn minst voor dat :

De controle wordt uitgevoerd door een bedrijf voor sociale audit dat voor de onderneming die het label aanvraagt, geen andere types van opdrachten uitvoert;

Behalve afwijking maakt het bedrijf voor sociale audit gebruik van onder andere de diensten van lokale auditeurs;

Behalve afwijking worden lokale organisaties door het bedrijf voor sociale audit bij het controleproces betrokken;

Het verslag van het bedrijf voor sociale audit toont aan dat de criteria van het 2de artikel, § 1 geëerbiedigd worden en het bevat een document dat de eventuele deelneming en het eventuele engagement van de lokale organisaties bevestigt.

De leden van het Comité mogen het beroepsgeheim niet schenden en kunnen derhalve de ingezamelde informatie niet openbaar maken.

De kosten voor de controle zijn ten laste van de onderneming.

Art. 6. Le ministre octroie le label sur base de l'avis contraignant du comité. Pour être valable, l'avis doit mentionner notamment :

Si le produit s'est déjà vu attribuer un label offrant des garanties équivalentes au sens du § 7 de l'article 3 de la loi;

Si les éléments du rapport permettent de déterminer que les critères d'attributions ont été respectés sur l'ensemble de la chaîne de production, au moment où le contrôle s'est effectué;

Si le cahier des charges a été respecté;

La motivation.

Art. 7. Après le contrôle prévu à l'article 5, le label est octroyé par le ministre sur avis contraignant du comité ou, le cas échéant, par une décision du conseil d'appel visé à l'article 9 de la loi.

Durant la période de validité du label, des contrôles intermédiaires peuvent être demandés par le Comité.

Le cahier des charges peut être modifié en commun accord entre le Comité et l'entreprise concernée

Art. 8. Les demandes de prorogation d'un label octroyé sont introduites par l'entreprise ayant obtenu le label.

Trois mois avant l'échéance de validité du label l'entreprise adresse au ministre et au Comité un dossier dont la composition est fixée par le Ministre, sur avis du Comité.

Après le contrôle comme prévu à l'article 5, le label est prorogé par le ministre sur avis contraignant du comité.

Art. 9. Le comité pour la production socialement responsable peut proposer au ministre un avis de modification du présent arrêté royal.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Notre Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

Art. 6. De minister kent het label toe op basis van het bindend advies van het comité. Om geldig te zijn moet het advies ten minste vermelden :

Of aan het product al een label werd toegekend dat garanties biedt die evenwaardig zijn in de zin van § 7 van het artikel 3 van de wet;

Of men door middel van de elementen van het verslag kan vaststellen of de toekenningscriteria gerespecteerd werden over het geheel van de productieketen op het ogenblik dat de controle werd uitgevoerd;

Of het lastenboek geëerbiedigd werd;

4. De motivatie.

Art. 7. Na de controle zoals voorzien in artikel 5, wordt het label toegekend door de minister op bindend advies van het comité of, in voorkomend geval, bij beslissing van de raad van beroep bedoeld in artikel 9 van de wet.

Gedurende de periode dat het label geldig is, kan het Comité tussentijdse controles vragen.

Het lastenboek kan in gemeenschappelijk overleg tussen het Comité en de betrokken onderneming gewijzigd worden.

Art. 8. De verzoeken tot verlenging van een toegekend label worden ingediend door de onderneming die het label heeft bekomen.

Drie maanden voor de vervaldag van het label, richt de onderneming tot de minister en tot de Comité een dossier waarvan de samenstelling door de Minister wordt bepaald, op advies van het Comité.

Na de controle zoals voorzien in artikel 5, wordt het label verlengd door de minister op bindend advies van het comité.

Art. 9. Het comité voor sociaal verantwoorde productie kan een advies aan de minister voorstellen tot wijziging van dit koninklijk besluit.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op de dag waarin het is bekend gemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 11. Onze Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2003 — 3347

[C - 2003/11252]

**7 AVRIL 2003. — Arrêté ministériel
approuvant le règlement d'ordre intérieur du Comité
pour une production socialement responsable**

Le Ministre de l'Economie,

Vu l'article 108 de la Constitution,

Vu la loi du 27 février 2002 visant à promouvoir la production socialement responsable, notamment l'article 7, § 5;

Vu le règlement d'ordre intérieur élaboré par ledit Comité en sa réunion du 4 juillet 2002;

Arrête :

Article unique. Le règlement d'ordre intérieur établi en sa réunion du 4 juillet 2002 par le Comité pour une production socialement responsable, annexé au présent arrêté est approuvé.

Bruxelles, le 7 avril 2003.

Ch. PICQUE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2003 — 3347

[C - 2003/11252]

**7 APRIL 2003. — Ministerieel besluit
houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement
van het Comité voor een sociaal verantwoorde productie**

De Minister van Economie,

Gelet op artikel 108 van de Grondwet,

Gelet op de wet van 27 februari 2002 ter bevordering van sociaal verantwoorde productie, inzonderheid op artikel 7, § 5;

Gelet op het huishoudelijk reglement opgesteld door het Comité tijdens haar vergadering van 4 juli 2002;

Besluit :

Enig artikel. Het huishoudelijk reglement, opgesteld door het Comité voor een sociaal verantwoorde productie in haar vergadering van 4 juli 2002, in bijlage bij onderhavig besluit wordt goedgekeurd.

Brussel, 7 april 2003.

Ch. PICQUE